

Gérard Moisselin : « Je ne serai pas

■ A la veille de la présentation de son rapport devant le Conseil général, le préfet Gérard Moisselin présente ses vues pour l'Essonne, et rejette l'image d'un préfet partisan.

De la Touraine à l'Essonne. Gérard Moisselin est préfet à Evry depuis trois mois. Suffisant pour prendre conscience des défis qui l'attendent, propres à un département d'Ile-de-France.



Le Républicain : Vous êtes arrivé dans l'Essonne le 19 juin. Quel regard portez-vous sur le département après ces trois mois ?

- Gérard Moisselin : C'est encore un regard de découverte, mais ce qui frappe de prime abord pour l'Essonne, c'est sa taille. Par sa population, ses chantiers de rénovation urbaine, ses problèmes de sécurité, son poids politique, avec dix députés et cinq sénateurs, c'est un départe-

ment qui est un véritable corridor vert entre Saclay - Orly, mais également un corridor vert entre Dourdan, Etampes et Milly. Même si c'est davantage avec le préfet de région que le Conseil général travaille sur ce sujet, qu'en pensez-vous en tant que préfet de l'Essonne ?

- Le Département a, depuis la loi sur la décentralisation de 1982, un poids important dans la gestion de son espace. Le Conseil général présente son projet dans le cadre du schéma

de déplacements le concernant. Il est indispensable que ces intercommunalités aient un territoire compatible avec cette Opération. En lien avec ce sujet, il y a le devenir de la ZAC de Courtabœuf, qui a aujourd'hui trente ans. Elle a besoin de travaux importants, et aucune collectivité locale n'est actuellement en mesure de les prendre en charge. On ne peut pas laisser cette situation en l'état.

locaux restent les mêmes ?

- Je pense qu'il sera toujours temps de discuter.

- Fauréclia à Etampes, peut-être bientôt Altis à Corbeil, mais aussi l'épisode de Métallerie moderne à Grigny, estimez-vous pouvoir intervenir en tant que représentant de l'Etat pour empêcher les fermetures d'entreprises ?

- Je suis de ceux qui pensent que le départ de Mme Elke Eckstein de la direction d'Altis

pas le préfet de Nicolas Sarkozy, je suis le préfet de la République. C'est d'ailleurs ce que me demande Nicolas Sarkozy. Dans ma fonction, je ne peux pas avoir un comportement partisan. En tant que représentant de la République, je dois être capable, et surtout lorsque cela ne va pas, de parler avec tout le monde. Dès qu'il y a une situation de crise, il est indispensable qu'il y ait dans le département quelqu'un qui soit reconnu par tous :

ment différent de ceux que j'ai connus jusqu'ici. Ce qui m'intéresse également, c'est le manque d'unité de ce département en comparaison avec ce que j'ai connu en Touraine. Il existe clairement une frontière entre Nord et Sud, marquée par la Francilienne. Le troisième aspect de l'Essonne qui me frappe est sa capacité tant industrielle que scientifique, avec, entre autres, le plateau de Saclay ou le Genopole à Evry. J'ai d'ailleurs accueilli le président de la République au CEA de Bruyères-le-Châtel le 7 septembre et le Premier ministre le 13 septembre sur la base de Montlhéry. C'est particulièrement intéressant pour l'administrateur que je suis. L'Essonne, c'est enfin une richesse humaine qui n'échappe à personne.



« Courtabœuf a besoin d'être pris en charge »

- Vous allez, le 26 septembre, présenter votre rapport lors de la rentrée du Conseil général. L'assemblée départementale va discuter du projet de sa majorité, "Essonne 2020", et de ses six projets d'intérêt départemental, avec la volonté de créer plusieurs liaisons telles que Evry - Massy,

de la région de France (SRIIF) élaboré sous la responsabilité du Conseil régional. Dans l'Essonne, nous travaillons avec le préfet de région, Michel Berson, et moi-même sur l'opération d'intérêt national (OIN) du plateau de Saclay, mais également sur l'aménagement du secteur de Palaiseau.

- Bernard Fragneau avait refusé le projet d'agglomération Europ'Essonne autour de Massy et Longjumeau. En matière d'intercommunalité, avez-vous des velléités particulières sur ce sujet ?

- J'ai évidemment des projets dans ce domaine. Je suis en charge de l'élaboration d'un schéma départemental qui doit être achevé d'ici à la fin de l'année. J'espère que nous pourrions avoir terminé à cette date. Mon intention est de réunir la commission départementale, sans doute dans le courant du mois d'octobre, pour discuter sur la base de propositions précises. Je réserve à cette instance la primauté de mes orientations. Sur Europ'Essonne, je m'inscris dans le prolongement des décisions de mon prédécesseur. Je suis d'accord pour organiser l'intercommunalité dans ce secteur en accord avec les élus, mais ils doivent prendre en compte les impératifs de l'Opération d'intérêt national (OIN) du plateau de Saclay. Je suis prêt à accepter, de façon provisoire, deux agglomérations sur son territoire. Mais à terme, les intercommunalités devront prendre en charge un certain nombre d'actions et d'équipe-



« Je ne peux pas être un préfet partisan »

- Il existe également un problème dans les relations entre les agglomérations existantes d'Evry et de Corbeil qui date du désaccord historique de la création de la Ville nouvelle. L'Etat va-t-il imposer un rapprochement ?

- Le préfet a des pouvoirs limités en matière d'intercommunalité. Il peut refuser la création de nouvelles agglomérations, mais pour celles qui existent déjà, il peut proposer mais ne peut rien imposer. Toutefois, l'opposition née du traumatisme apparu il y a trente ans lors de la création de la Ville nouvelle d'Evry a tendance à s'estomper aujourd'hui. Evry et Corbeil savent aujourd'hui travailler ensemble : nous l'avons vu avec la faculté des métiers et surtout sur le dossier du futur centre hospitalier sud-francilien. Je suis de ceux qui pensent qu'un rapprochement entre Evry et Corbeil est à envisager. Je sais également que les esprits ne sont pas encore prêts à cette hypothèse, mais il faut laisser passer les prochaines élections municipales pour se reposer cette question.

- Vous pensez que cela peut changer, même si les élus

n'est pas un bon signe, et je partage l'inquiétude de ceux qui s'expriment sur ce sujet. C'est une entreprise de premier plan qui détient un grand savoir-faire, et j'espère que ses actionnaires feront en sorte d'assurer la pérennité de cette entreprise. L'Etat est prêt à les aider. Il peut arriver malheureusement que des entreprises connaissent des difficultés. C'est le cas de Faurécia à Etampes dont la direction a été amenée à mettre en place un plan social sévère. Là aussi, l'Etat accompagne les salariés avec la mise en place d'un plan de reconversion, tel que le propose la DIACT, ex DATAR. Pour Métallerie moderne, le dossier est différent. Nous ne sommes pas dans un problème de difficulté économique. Nous sommes intervenus pour faire respecter une décision de justice, sachant que les engagements pris par le propriétaire n'avaient pas été respectés. Sa gestion était en dehors des règles de droit.

- Vous avez été un collaborateur de Nicolas Sarkozy. Beaucoup disent que le ministre de l'Intérieur « bétonne » l'Île-de-France avant l'élection présidentielle. Estimez-vous faire partie de ce dispositif ?

- J'ai travaillé avec Nicolas Sarkozy, je ne le cache pas. Ceci étant, je n'ai pas fait toute ma carrière avec lui. Je n'ai été dans son cabinet que pendant sept mois. Le reste de mes vingt-cinq années professionnelles, je les ai passées, avec la même ardeur au service de mon pays, avec d'autres ministres, de droite comme de gauche. Je ne suis

le préfet doit être capable de parler aux élus de gauche comme aux élus de droite de la même manière. J'ai prévenu à mon arrivée : je ne serai pas un préfet colleur d'affiches.

- L'accueil des gens du voyage a toujours été un problème dans l'Essonne. Comptez-vous imposer aux communes des aires d'accueil ?

- Le problème des gens du voyage est difficile où qu'il soit. Je l'ai connu avant d'arriver en Ile-de-France, et il est particulièrement délicat ici, dans la grande couronne parisienne, car la présence des gens du voyage y est importante. Face à cela, un schéma d'accueil départemental a été élaboré qui prévoit la création de 1 200 places. Il en existe déjà 300, ce qui démontre la volonté d'élus locaux courageux qui ont compris qu'il était nécessaire de traiter de façon digne l'accueil de ces populations, même s'il leur est parfois ardu de le défendre devant leurs électeurs. D'autres sont en train d'évoluer, des projets sont en cours. C'est toujours très compliqué, car il faut trouver les terrains, réunir les financements, se mettre en conformité avec des règles d'urbanisme qui ne sont pas toujours très adaptées. En outre, il est vrai que l'attitude de certains groupes de gens du voyage est inadmissible. La non-réalisation d'aires d'accueil prévue par le schéma départemental ne justifie pas les occupations intempestives, les dégradations, les effractions. Chaque fois, qu'il nous est possible d'agir, nous le faisons. En

un préfet colleur d'affiches »

accord avec le procureur de la République, nous avons fait récemment cesser une occupation illégale à Saint-Jean-de-Beauregard.



« Il n'y a pas d'avenir dans la violation de la loi »

- Cela va bientôt faire un an que les violences urbaines ont secoué le pays. Pensez-vous qu'en cette fin d'année, une nouvelle crise des banlieues peut avoir lieu ?

- Je me garderai bien de vous dire qu'une crise comme celle de l'année dernière ne peut pas recommencer. C'est un dossier où il vaut mieux s'abstenir de toute certitude. Nous faisons de très gros efforts pour essayer de prévenir toute nouvelle flambée de violence. Je veux saluer le travail très courageux que font tous les jours les policiers, y compris dans les zones où ils sont le moins bien accueillis. Je condamne avec fermeté l'agression manifestement préméditée contre deux fonctionnaires de la CRS n°3 à

Corbeil-Essonnes, et j'assure tous les fonctionnaires de police de mon soutien dans l'exercice de leur mission difficile. La présence policière se heurte à toutes sortes de délinquants, qui se doivent d'être déférés devant les tribunaux pour être condamnés. Il n'y a d'avenir pour personne dans la violation répétée de la loi. Mais l'Etat sait agir aussi par la prévention. Nous venons de lancer une grande opération de rénovation urbaine aux Ulis, 350 millions d'euros sont maintenant engagés dans les programmes de réhabilitation de trois quartiers de la ville de Corbeil-Essonnes. C'est la volonté de Jean-Louis Borloo de mettre des moyens gigantesques pour reconstruire ce qui a été raté lors de la construction de ces quartiers. Cela doit être perçu par l'ensemble de leurs habitants comme un signal très encourageant, de la part des pouvoirs publics, de ne pas les laisser à l'abandon et de prendre à bras-le-corps leurs problèmes. En matière d'emploi, l'action gouvernementale, sans faire de triomphalisme prématuré, a permis un recul du chômage de 12 % dans l'Essonne. Il y a de l'emploi aidé c'est vrai, mais l'emploi salarié repart aussi à la hausse. Enfin, l'Essonne dispose, avec Alain Zabulon, d'un préfet à l'égalité

des chances qui, avec beaucoup d'énergie, agit pour que chacun trouve sa place dans notre société et puisse s'en sortir. C'est l'objectif du lancement de l'opération "Votre quartier a du talent", lancée avec plusieurs partenaires. La visite du Premier ministre du centre "Défense 2^e chance" à Montlhéry a salué la volonté de ces jeunes en situation très précaire qui ont la volonté de s'en sortir. Il y a de la place pour tout le monde dans ce pays, et certains ne le savent pas. Ce genre de démarche redonne de l'espoir.



« Je ferai avancer les dossiers en 2007 »

- Le préfet Fragneau avait été assez ferme avec les communes ne respectant pas le taux de 20% de logement sociaux. Comptez-vous être plus souple ou plus dur ?

- Je suis dans la même ligne que mon prédécesseur, et j'applique la politique de mon gouvernement dans ce domaine. Il y a un certain nombre de communes qui sont en dessous du seuil

imposé par la loi SRU (solidarité et renouvellement urbains). Un constat de carence est prévu par l'article 55 de cette loi, et il a pour effet de sanctionner les communes qui sont défaillantes en matière de construction de logements sociaux. Mais les choses ne s'arrêtent pas là. L'article 55 n'est pas uniquement un outil de sanction : c'est aussi et surtout un outil de pédagogie. L'idée est de faire prendre conscience que le logement social a sa place partout. J'ai observé en visitant un certain nombre de communes déficitaires en matière de logements sociaux, que cette idée progresse. Les communes commencent à avoir des projets et à imposer de la place à des logements sociaux dans leurs programmes, et même à libérer des terrains pour les opérateurs HLM. Le logement social est fait pour tout le monde. Quand le maire se rend compte qu'il peut avoir la possibilité de loger à proximité de son travail, un employé communal, un instituteur, une infirmière, il comprend qu'il est nécessaire d'appliquer la loi. Le gouvernement sera aux côtés des communes qui veulent aller dans ce sens, et continuera de sanctionner celles qui s'y refusent.

- En matière de sécurité routière, y aura-t-il de nouveaux radars et plus de répression ?

- Le mois d'août n'a pas été bon dans le département. S'il y a eu moins de 900 tués sur les routes en France pour l'ensemble de l'été, dans l'Essonne, il y a eu moins d'accidents, mais ils ont été plus graves. En revanche, depuis le début de l'année, nous comptons 22 morts sur les routes, contre 41 à la même époque en 2005 : c'est une prise de conscience collective. Mais il y a encore des efforts et des progrès à faire, c'est pourquoi, d'ici le 1^{er} janvier 2007, deux nouveaux radars fixes devraient être installés dans le département : à Montgeron, sur la Nationale 6, où la vitesse est limitée à 110 km/h, et à Boissy-sous-Saint-Yon, sur la Nationale 20, où la vitesse est limitée à 90 km/h. Mais il n'y aura pas que les radars fixes. Les contrôles mobiles opérés par la police, les gendarmes et les CRS se poursuivront.

- L'année 2007 sera-t-elle utile ?

- Certains disent qu'aucune décision ne sera prise dans les mois à venir : je ne m'inscris pas dans cet esprit, mais dans une perspective d'actions résolues. Dans beaucoup de domaines, le pays n'attendra pas, il y a encore beaucoup à faire. Je tiendrai mon rôle et je ferai avancer les dossiers en 2007.

■ **Propos recueillis par Philippe Valli**